



COMMUNIQUÉ Pour diffusion immédiate

Élection générale 2018

Une coalition historique de groupes environnementaux et citoyens dépose ses propositions aux partis politiques

Montréal, le 6 mai 2018 – À l'aube de la campagne électorale, 11 groupes environnementaux et citoyens parmi les plus influents au Québec s'unissent pour la première fois afin de demander aux partis politiques d'intégrer 23 propositions jugées essentielles en matière d'environnement dans leurs plateformes respectives.

Ces propositions sont regroupées dans un document qui a été transmis aux principaux partis politiques du Québec et font l'objet d'un fort consensus entre les organisations partenaires. Elles se déclinent à travers six grandes thématiques, soit les changements climatiques, le transport, l'aménagement, l'agriculture, la biodiversité et la forêt. Les groupes tiennent par cette démarche à rappeler que les questions touchant à l'environnement sont aussi liées à celles de la santé, l'éducation, l'économie et l'emploi. Ils demandent aux partis d'incorporer cette dimension incontournable dans leur plateforme respective ainsi que dans les débats d'ici le 1^{er} octobre prochain.

Citations des intervenants :

« Mises ensemble, nos organisations rejoignent plus de 250 000 personnes. Pour ces électeurs et électrices engagés, la protection de l'environnement et de notre qualité de vie est une préoccupation vitale qu'ils exprimeront dans l'urne. La prochaine campagne électorale sera l'occasion pour les candidats et candidates de toutes les formations politiques de démontrer qu'ils entendent ce message fort », a déclaré **Karel Mayrand, directeur général pour le Québec et l'Atlantique de la Fondation David Suzuki**.

« Pour la première fois, les principales organisations environnementales et citoyennes du Québec s'unissent lors d'élections pour mettre l'environnement au cœur des programmes des partis politiques. C'est historique et à l'image des enjeux environnementaux sur lesquels nous devons agir et qui préoccupent des centaines de milliers d'électeurs au Québec », selon **Steven Guilbeault, directeur principal d'Équiterre**.

« Les groupes demandent unanimement d'interdire sur le territoire québécois la construction ou l'agrandissement de toute infrastructure visant à augmenter l'exploration, la production, le transport, la

distribution ou la consommation d'une énergie fossile comme le charbon, le pétrole et le gaz naturel, a souligné **Carole Dupuis, coordonnatrice générale et porte-parole du Regroupement vigilance hydrocarbures Québec**. Nous nous attendons à ce que chacun des partis prenne cet engagement minimal qui nous permettra à tout le moins d'éviter de reculer en matière de protection de l'environnement. »

« La solution environnementale la plus transversale, celle qui touche le plus d'enjeux en même temps, c'est l'aménagement du territoire. En s'engageant à adopter une Politique nationale de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, les partis témoigneront de leur volonté de cohérence, d'équité entre les collectivités et de vision à long terme. C'est le premier pas vers la résolution durable de nombreux problèmes environnementaux qui préoccupent chacune de nos organisations et la majorité des Québécois », rappelle **Christian Savard, directeur général de Vivre en Ville**.

« Le transport, comme second poste des dépenses des ménages québécois, fait partie des priorités d'interventions gouvernementales des Québécois. Le déploiement de meilleurs services de transports collectifs, transports actifs, covoiturage et autres options durables est nécessaire dans tous les milieux. Le regroupement demande des actions pour atteindre 50 % des déplacements durables dans les régions de Montréal et Québec, en plus de décarboniser ce secteur polluant », affirme **Philippe Cousineau-Morin, directeur de Trajectoire Québec**.

« Nous attendons des candidates et candidats qu'ils aillent à la rencontre des acteurs régionaux, précise **Vincent Moreau, directeur du Regroupement des conseils régionaux de l'environnement**. Chaque candidat-e doit faire l'effort de s'informer et de se positionner en fonction de ce qui se passe dans sa région en matière d'environnement et de développement durable. Sur tout le territoire, il y a des enjeux environnementaux liés aux changements climatiques, mais aussi à la vitalité économique et sociale, à la santé et à la qualité de vie des citoyens et citoyennes. »

« Une société comme le Québec se doit de respecter et même de dépasser les objectifs internationaux de création d'aires protégées, sur terre comme sur l'eau, à l'horizon 2020. Les partis doivent s'engager, de Montréal à Anticosti, envers la protection du Saint-Laurent et de ses berges. Notre "fleuve aux grandes eaux", si riche et si vivant, ne doit pas être réduit à un simple rôle d'autoroute maritime avec des installations portuaires démesurées », estime pour sa part **Christian Simard de Nature Québec**.

« Notre capacité à respecter nos objectifs pour protéger notre biodiversité exige un engagement clair de notre gouvernement. Nous encourageons tout le monde à se mobiliser afin d'exiger de leurs représentant.e.s que des actions soient prises pour restaurer, protéger et améliorer la santé des écosystèmes et de la biodiversité. La moitié des espèces évaluées dans notre rapport Planète vivante Canada ont décliné dramatiquement. Mais ensemble, nous avons le pouvoir de ralentir la perte de la biodiversité », déclare **Sophie Paradis, directrice pour le Québec du Fonds mondial pour la nature (WWF-Canada)**.

« Le prochain gouvernement sera ultimement responsable de l'atteinte des cibles internationales d'aires protégées en 2020. L'atteinte de 10 % d'aires marines protégées et 17 % d'aires terrestres protégées dans un réseau efficace, représentatif et bien connecté est à la portée du Québec si le prochain gouvernement s'assure de placer la science, la collaboration et la transparence au cœur de ses actions », a indiqué **Alain Branchaud, biologiste et directeur général de la Société pour la nature et les parcs (SNAP Québec)**.

« Dans la lutte aux gaz à effet de serre, il n’y a pas UNE solution miracle. Toutes les options doivent être considérées, des plus complexes aux plus simples. En considérant qu’un travailleur sur trois vit à moins de 5 km de son lieu de travail, il faut cesser de sous-estimer le potentiel du vélo et investir massivement dans les infrastructures qui en facilitent l’usage », souligne **Suzanne Lareau, présidente-directrice générale de Vélo Québec.**

« Les partis devront proposer de solides plateformes et démontrer qu’ils veulent que le Québec devienne un modèle mondial en matière d’environnement, de lutte contre les changements climatiques et de protection de la biodiversité. L’ensemble de nos demandes représente le minimum requis pour tout parti qui souhaite protéger l’environnement et améliorer la qualité de vie au Québec », a déclaré **Patrick Bonin, porte-parole de Greenpeace.**

– 30 –

Renseignements :

Geneviève King-Ruel, communications et affaires publiques, Fondation David Suzuki
514 582-9692 | gking-ruel@davidsuzuki.org

Camille Gagné-Raynauld, relations médias, Équiterre
514 605-2000 | cgraynauld@equiterre.org

Laurence Cayer-Desrosiers, spécialiste communications et événements, WWF-Canada
514 394 1106 | lcdesrosiers@wwfcanada.org

Christian Savard, directeur général, Vivre en Ville
418 456-0592 | christian.savard@vivreenville.org

Patrick Bonin, Responsable de la campagne Climat-Énergie, Greenpeace Canada
514-594-1221 | pbonin@greenpeace.org

Isabelle Poyau, coordonnatrice RNCREQ
514 260-1107 | isabelle.poyau@rncreq.org

Charlène Daubenfeld, responsable des communications, SNAP Québec
514 378-3880 | cdaubenfeld@snapqc.org